



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

BERTRAND HERVIEU, NONNA MAYER, PIERRE MULLER, FRANÇOIS PURSEIGLE, JACQUES RÉMY (dir.), *Les mondes agricoles en politique. De la fin des paysans au retour de la question agricole*

Paris, les Presses de Sciences Po, 2010, 456 p.

L'actualité éditoriale en sciences humaines est peu prolifique en travaux consacrés à la profession agricole. *Les mondes agricoles en politique*, dirigé par Bertrand Hervieu, Nonna Mayer, Pierre Muller, François Purseigle et Jacques Rémy, vient combler ce manque. Cet ouvrage est le prolongement d'un colloque, organisé en mai 2008 par l'Association française de Science politique¹. Il s'inscrit ainsi dans le sillage des travaux publiés entre 1958 et 1990 par la Fondation nationale des sciences politiques sur le milieu agricole (Fauvet et Mendras, 1958 ; Tavernier *et al.*, 1972 ; Coulomb *et al.*, 1990). Cet héritage est clairement revendiqué par Bertrand Hervieu qui revient en introduction sur ces productions scientifiques. L'auteur y dresse un tableau de ce qu'ont été les sujets des recherches sur l'agriculture et les problématiques et méthodes dominantes en France entre les années 1950 et 1990. En 1958, paraît *Les paysans et la politique dans la France contemporaine*, dont les contributions portent principalement sur le comportement électoral des paysans au travers de monographies sur les principales forces politiques de l'époque et les organisations professionnelles. Cet ouvrage insiste donc sur la diversité des sociétés rurales. Le deuxième ouvrage, *L'Univers politique des paysans*, publié en 1972, analyse les profonds changements qu'a connus la profession agricole depuis la fin des années 1950 et les lois d'orientation de 1960 et 1962. Les analyses sont alors fortement marquées par les paradigmes marxistes. En 1990, dans *Les agriculteurs et la politique*, les contributions inscrivent l'agriculture française dans le processus d'internationalisation des échanges, ainsi que dans la persistance de rapports étroits avec l'Etat. C'est là que réside le premier intérêt de ce nouvel opus de 2010 : il constitue un outil indispensable à qui souhaite étudier la manière dont la profession agricole et, plus largement, l'agriculture ont été analysées en France, ainsi que les générations de chercheurs qui ont marqué et marquent encore la recherche agricole. Néanmoins, le retour sur ces ouvrages majeurs aurait mérité d'être plus critique afin de souligner les manques ou les partis pris des recherches précédentes afin de mieux s'en détacher. Il est à noter que, contrairement aux productions antérieures, les contributeurs des *Mondes agricoles en politique* sont majoritairement sociologues ou politistes, les économistes étant moins présents.

Divisé en trois grandes sections, cet ouvrage collectif se donne pour objectif de dresser un panorama des transformations qu'a connues le milieu agricole au cours des années 1990 et 2000. Les quatre premiers chapitres donnent à voir les évolutions sociologiques de la profession, la deuxième partie interroge les modes de représentation et d'action de cette dernière et, enfin, la troisième prend pour objet les politiques publiques agricoles. Ces contributions révèlent ainsi la segmentation d'un monde professionnel. Bertrand Hervieu conclut son introduction en soulignant un paradoxe qui constitue la problématique de l'ouvrage : « *Il y a cinquante ans, les agriculteurs étaient majoritaires et divers, mais ils formaient un monde unifié face aux sociétés urbaines ; alors qu'aujourd'hui, ils sont minoritaires, segmentés et constituent définitivement des mondes pluriels. Assurément, il ne s'agit plus d'un monde mais bien de mondes agricoles.* » C'est à l'étude de ces « mondes agricoles » que les contributions sont consacrées.

¹ Ce colloque avait été précédé par la tenue d'un séminaire interdisciplinaire entre octobre 2006 et novembre 2007 sur le même sujet.

La première partie de l'ouvrage, introduite par Jacques Rémy, réinvestit les questionnements sur l'identité professionnelle des agriculteurs en soulignant les évolutions sociologiques qui ont touché ce métier. La question de la reproduction de ce groupe social est étudiée dans deux contributions : celle de Sabrina Dahache et celle de Sophie Dubuisson-Quellier et Christophe Giraud. La première étudie le processus de féminisation de la profession en analysant des parcours de femmes chefs d'exploitation. Les deuxièmes s'intéressent à l'élargissement des choix matrimoniaux des agriculteurs, ceux-ci partageant de plus en plus leur vie avec des compagnes qui ne sont pas issues du milieu agricole. Ces recherches mettent en évidence un « *décloisonnement social massif et multiforme* » (p. 112) du milieu agricole, porteur d'évolutions quant à la manière d'organiser la vie professionnelle. La contribution de Frédéric Goulet et celle d'Elise Demeulenaere et Christophe Bonneuil offrent, quant à elles, un aperçu des recompositions du métier qui s'articuleraient autour de « nouvelles » pratiques agricoles. L'engagement dans un réseau de défense des « semences paysannes » et dans un collectif de non-labour donne à voir la constitution de « *segments au sein du paysage professionnel agricole, autour de façons de produire et de penser le métier se voulant alternatives à un modèle productiviste* » (Goulet, p. 51). Cette première partie est particulièrement intéressante dans la mesure où elle traite d'évolutions majeures dans le milieu agricole. On aurait cependant aimé en savoir plus sur les caractéristiques sociologiques des femmes s'installant en tant que chefs d'exploitation ou des agriculteurs s'engageant dans des pratiques « alternatives », afin de mieux saisir les conditions sociales de ces activités. En effet, la prise en compte par les agriculteurs des nouveaux enjeux environnementaux est présentée de manière trop mécaniste : l'émergence de ces questions aurait provoqué une adaptation de la part de certaines parties de la population. Une étude sur la construction de ces nouveaux problèmes de politiques publiques et les conditions de leur réception et appropriation par la profession agricole pourrait éviter ce biais. Par ailleurs, afin d'éviter l'effet de nouveauté, une perspective historique sur ces pratiques serait intéressante à adopter. La prise en compte des engagements dans des organismes techniques semble être toutefois une piste de recherche particulièrement riche pour analyser les stratégies de distinction dans le milieu agricole.

Les formes de représentation de la profession agricole sont au cœur de la deuxième partie de l'ouvrage. Le nombre de syndicats d'agriculteurs existant en France est pris pour témoin de « l'éclatement » de ce milieu. Mais cela ne va pourtant pas de soi, encore faut-il rendre compte des logiques qui sous-tendent ces clivages. Dans cet objectif, l'article d'Ivan Bruneau, consacré à la Confédération paysanne, offre des pistes d'analyse heuristiques. En étudiant les trajectoires sociales des militants, l'auteur met en évidence leurs dispositions à un engagement « subversif ». En outre, il insiste sur le travail d'homogénéisation organisationnelle effectué par les militants qui crée les « *conditions d'une insertion durable dans le collectif* » (p. 234). La prise en compte des distinctions entre syndicats est également au cœur de l'analyse des élections aux Chambres d'agriculture entre 1983 et 2007 proposée par Serge Cordellier et Roger Le Guen. Cette contribution présente l'avantage de penser les positionnements des différentes organisations professionnelles de manière interdépendante. Dans leur étude diachronique, les deux chercheurs prennent comme facteur explicatif des votes professionnels les conceptions entrepreneuriales des syndicats. Si l'étude de ces orientations apporte un éclairage stimulant sur les clivages entre structures syndicales, son utilisation quant à l'analyse des choix électoraux peut être discutée. En effet, les auteurs mobilisent ces positions comme facteur explicatif du vote, sans prouver au préalable que ces positionnements sont déterminants dans le choix électoral des agriculteurs. Joël Gombin et Pierre Mayance

s'intéressent également au vote des agriculteurs, mais pour un tout autre scrutin : les présidentielles de 2007. Ces chercheurs ont réalisé une analyse écologique des deux tours de ce scrutin et proposent une explication stimulante de la diversité des comportements électoraux de la population agricole par trois hypothèses : les caractéristiques de l'activité agricole (structure et taille d'exploitation, production) influenceraient les choix électoraux ; la structure sociale locale déterminerait le vote des agriculteurs sur un territoire donné ; enfin, le rôle de la pratique religieuse catholique expliquerait les orientations conservatrices. De ces trois hypothèses, celle portant sur le poids de la structure sociale locale semble être la plus étayée. Pour les auteurs, « *ces éléments appuient la thèse selon laquelle l'identité sociale et politique des paysans est déterminée de manière subjective et relationnelle (par opposition à objective et substantielle), en fonction de l'environnement social local* » (p. 212). Deux autres contributions portent sur les structures de représentation des agriculteurs. François Purseigle étudie une organisation qui n'existait pas encore lors des précédents colloques, la Coordination rurale, en revenant sur le processus d'institutionnalisation de ce syndicat protestataire. Cette recherche s'appuie essentiellement sur une analyse des textes et mobilisations du jeune syndicat, sans pour autant donner des précisions sur le profil des agriculteurs qui s'y engagent. Le poids des organisations par filière est analysé par Denis Pesche et Marie Hrabanski. Alors que l'étude de la représentation agricole a majoritairement porté jusqu'à présent sur les organisations généralistes, ce texte prouve l'importance des associations spécialisées pour renouveler les recherches sur l'espace du syndicalisme agricole. L'avènement, au moment de la rédaction de cet ouvrage, de l'Association des producteurs de lait indépendants (APLI), qui est venue chambouler cet espace, ne fait que confirmer cette idée. L'absence d'une étude sur la FNSEA ou ses structures départementales est à relever, alors même qu'elle demeure la première structure de représentation des intérêts agricoles en France². Enfin, la contribution d'Antoine Bernard de Raymond retrace l'histoire des mobilisations contre les OGM entre 1987 et 2008. Il est à noter que ce texte est le seul portant sur des luttes agricoles dans cet ouvrage collectif.

La troisième et dernière partie s'intéresse aux politiques publiques agricoles. Eve Fouilleux dresse un panorama d'un contexte agricole internationalisé dans lequel se créent de nouvelles formes de régulation des politiques agricoles, notamment au travers des standards volontaires, publics ou privés. Marielle Berriet-Sollicet et Aurélie Trouvé s'interrogent quant à elles sur le processus de territorialisation de la politique agricole commune. Enfin, Benoît Daviron et Tancrède Voituriez reviennent sur l'objectif de « développement » assigné au cycle de libéralisation de l'Organisation mondiale du commerce. Ils montrent alors qu'une certaine convergence entre ONG - nouveaux acteurs importants dans les négociations sur les politiques agricoles - et syndicats agricoles français existe sur cette question. Il est dommage que les auteurs ne s'attachent pas plus à analyser les conditions de rapprochement de ces structures si différentes, tant dans leur structuration que dans les intérêts portés.

Ce nouvel ouvrage rend donc compte des évolutions du milieu agricole depuis les années 1990 et des nouvelles problématiques qui irriguent la recherche actuelle. Les données démographiques et chronologiques ajoutées à la fin du volume en font un outil particulièrement intéressant pour l'étude du milieu agricole. Néanmoins, nous pouvons regretter qu'il ne réponde pas tout à fait à la problématique centrale énoncée en introduction. Les différentes

² La thèse d'Alexandre Hobeika sur la FDSEA de l'Orne, réalisée sous la direction de Michel Offerlé, apportera un nouveau regard sur cette organisation.

contributions donnent à voir un espace social éclaté (variété des pratiques agricoles, diversité des structures de représentation...) sans pour autant analyser les logiques sociales qui sous-tendent cette diversité. Nous sortons donc de la lecture de cet ouvrage en nous demandant quels sont ces « mondes agricoles », ce qui les caractérise et surtout ce qui les distingue les uns des autres et donc les rapports qu'ils entretiennent les uns envers les autres. Le terme « mondes agricoles » témoigne de cette indéfinition par sa relative faiblesse analytique. Certains outils d'analyse sociologiques mobilisés par les auteurs auraient permis, il nous semble, d'apporter certains éléments de réponse si leur utilisation avait été explicitée. Il en va ainsi des deux notions bourdieusiennes d'« habitus » et de « champ » ou, encore, celle de « segment professionnel » tiré de la sociologie des professions. Certaines contributions dessinent toutefois des pistes d'analyse heuristiques pour l'étude de ces univers sociaux différenciés. Pour rendre compte des engagements syndicaux ou des préférences électorales, certains auteurs prennent en compte non seulement les systèmes de production et de commercialisation mais également les rapports qu'entretiennent les agriculteurs avec les autres groupes sociaux. Cette démarche, ainsi que le constat fait dans cet ouvrage d'une plus grande ouverture du monde agricole et de son éclatement, invite les chercheurs à ne plus étudier les agriculteurs en soi, mais en lien avec le reste de la société afin de mieux saisir dans toute leur diversité leurs positionnements dans l'espace social. Alors, une analyse territorialisée serait plus adaptée à une étude de ces relations.

Elise ROULLAUD

Université Lyon 2. Laboratoire Triangle
et laboratoire d'études rurales
elise.roullaud@sciencespo-lyon.fr

Bibliographie

- Coulomb P., Delorme H., Hervieu B., Jollivet M. et Lacombe P. (dir.) (1990) *Les agriculteurs et la politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 594 p.
- Fauvet J., Mendras H. (dir.) (1958) *Les paysans et la politique dans la France contemporaine*, Paris, Presses de Sciences Po, xxvi-533 p.
- Tavernier Y., Gervais M. et Servolin C. (dir.) (1972) *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Paris, Presses de Sciences Po, x-650 p.